

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

| Effectif légal | Présents | Procurations + Absents |
|-------------------|-----------|------------------------------|
| 25 | 23 | 2 |

N° de la séance : 37

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Convention de participation
financière avec l'association ALC RESO

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">■ Original■ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p> |
|--|

N° Enregistrement : BC.2019.107

| |
|--|
| Date de la convocation : Le 14/05/2019 |
| Certifié exécutoire compte tenu |
| de l'affichage en date du - 5 JUIN 2019 |
| de la réception s/Préfecture en date du - 3 JUIN 2019 |
| Pour le Président, La Responsable de Service |
|  |
| Corinne PAVAN SANTAINÉ |

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Eric MELE, Roger CRESP

Madame BLAZY,

Par délibération n° CC.2006.049, le Conseil Communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat relevant de la compétence de la CASA.

Conformément à son Programme Local de l'Habitat, la CASA soutient financièrement les actions en faveur de l'insertion des personnes en difficulté.

L'association ALC RESO est une association reconnue d'utilité publique visant l'insertion et la promotion par l'habitat des personnes et des familles en difficultés en les accompagnant dans leur parcours résidentiel.

Cette association vise principalement la réinsertion des personnes en grande précarité sociale en rompant le processus d'exclusion et de marginalisation dans lequel elle est inscrite du fait de son absence de travail, de logement et/ou d'identité sociale.

Son principe fondateur est de promouvoir la solidarité par l'engagement de bénévoles aux côtés de professionnels dans la mise en œuvre des actions portées par l'Association.

Parmi les actions et les activités de l'établissement, le pôle hébergement propose un accueil transitoire de 26 places de stabilisation (dont 16 sur Antibes), de 34 places de CHRS urgence (dont 15 à la casa), de 80 places de CHRS d'insertion (dont 43 sur la casa) et de 13 places de CHRS hors les murs.

Ces places d'hébergements offrent une transition très encadrée entre la rue, l'accueil d'urgence et le logement autonome et participent à la réinsertion sociale de ces publics en grande précarité et particulièrement désocialisés.

En 2018, le bilan des 26 places de stabilisation est le suivant :

- Un taux d'occupation de 92% avec 54 personnes hébergées, 12 entrées et 8734 nuitées ;
- 29 personnes sorties du dispositif dont 52% des sorties sur le logement autonome ;
- Un âge moyen des personnes hébergées de 34 ans, dont 1/3 du public de moins de 25 ans soit 18 jeunes hébergés ;
- Une durée moyenne de l'hébergement de 10,5 mois ;
- 24 personnes en emploi au cours de l'accompagnement.

Pour 2019, le budget prévisionnel 2019 de l'action est estimé par l'association à 481 333 €.

L'objectif fixé en 2019 est de 50 personnes suivies pour les places d'hébergement de stabilisation et de 40 personnes suivies pour les places « Hors les murs ».

La CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 33 000 €, au titre de la reconduction des actions menées en 2018 et plus précisément sur les 26 lits de stabilisation et sur ses places hors les murs.

Considérant que les actions d'insertion sociale et professionnelle par le logement, menées par cette association s'inscrivent dans les compétences Habitat transférées à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la Communauté en raison du caractère essentiel du projet ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2006.046 du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social et habitat,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2011.119 du 23 décembre 2011 relative au Programme Local de l'Habitat,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2012.163 du 17 décembre 2012 relative à la modification n° 1 au Programme Local de l'Habitat,

Vu la délibération en Conseil Communautaire n° 2017.202 du 18 décembre 2017 relative à la prorogation du deuxième Programme Local de l'Habitat pour 2 ans,

Vu la délibération n° CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil Communautaire pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat du lundi 18 mars 2019,

Vu les crédits qui figurent au budget de l'exercice en cours ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'attribuer une subvention de 33 000 € en 2019 à l'association ALC au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association ALC et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement à signer ladite convention et tout document nécessaire à sa bonne exécution,
- d'imputer cette dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ; budget de la Direction du Logement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'attribuer une subvention de 33 000 € en 2019 à l'association ALC au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association ALC et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement à signer ladite convention et tout document nécessaire à sa bonne exécution,
- d'imputer cette dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ; budget de la Direction du Logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION TYPE DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC
ALC (Accompagnement Lieu Accueil et Carrefour Educatif et Social)**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Marguerite BLAZY agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

L'Association dénommée ALC (Accompagnement Lieu Accueil et Carrefour Educatif et Social) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social à Nice - 10 Rue des Chevaliers de Malte, représentée par Monsieur Eric JOUAN agissant en sa qualité de Directeur Général de l'association ALC en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Madame Hélène DUMAS, Présidente de ladite association, suivant pouvoir en date à NICE (Alpes-Maritimes) du 21 octobre 2016 ;

Ci-après désignée **l'Etablissement ALC ReSo**

EXPOSE

Par délibération en date du 10 juillet 2006, le Conseil Communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Direction Habitat Logement.

Conformément à son Programme Local de l'Habitat, le Conseil Communautaire de la CASA a souhaité soutenir financièrement l'association en charge d'héberger des ménages en difficulté en les accompagnant dans leur parcours résidentiel social.

Conformément à ses statuts, l'Etablissement ALC ReSo, a pour objet la mise en œuvre, avec les partenaires d'un projet visant l'insertion et la promotion par l'habitat des personnes et des familles défavorisées.

La fusion entre Chrétiens Antibes Solidarité et ALC, effective depuis le 1^{er} janvier 2012, forment un nouvel établissement au nom de ReSo (Regain Solidarité). Ce nouvel établissement constitue le pôle Hébergement – Insertion – Justice de l'association ALC.

L'établissement ALC ReSo a pour objet d'aider la réinsertion toute personne en difficulté préférentiellement celle en grande précarité sociale, en rompant le processus d'exclusion et de marginalisation dans lequel elle est inscrite du fait de son absence de travail, de logement et/ou d'identité sociale.

La CASA, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Les actions ci-dessus indiquées ont reçu un avis favorable de la Commission Habitat du 18 mars 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'établissement ALC ReSo s'engage à mettre en œuvre pour l'année 2019 cette mission sur le territoire de la CASA en proposant aux ménages identifiés par le SIAO 06 et la plateforme communautaire une solution d'habitat adaptée.

Cet établissement offre sur la CASA 74 lits d'hébergement dont un accueil transitoire en structure collective sur Antibes de 16 lits de stabilisation, ainsi que des appartements en diffus sur Antibes et Vallauris de 43 lits d'insertion et 15 lits d'urgence. En milieu d'année 2017, 10 places supplémentaires d'hébergement de stabilisation ont été ouvert dont 5 dédiées aux jeunes de 18 à 25 ans et 5 aux personnes sous-main de justice

L'objectif de cette convention est de soutenir l'établissement ALC ReSo dans les missions spécifiques d'hébergement et d'accompagnement vers le logement durable, plus précisément sur les 26 lits de stabilisation et sur les places hors mur. L'objectif fixé pour les places d'hébergement de stabilisation est de 50 personnes en 2019, et pour les places « hors les murs » de 40 personnes suivies.

Ces places offrent une transition très encadrée entre la rue, l'accueil d'urgence et le logement autonome.

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'établissement ALC ReSo pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, ALC s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 481 333 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

ALC reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA est de 33 000 €.

Cette subvention est versée en deux temps : 70 % au cours du premier semestre 2019, le solde sera versé si les conditions des articles 6.1 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la CASA **un bilan semestriel et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Bilan semestriel – Evaluation intermédiaire

L'établissement ALC ReSo s'engage à fournir au mois de juillet 2019 un bilan d'ensemble quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

Nombre de personnes hébergées

- Durée de séjour (étapes dans un parcours d'insertion dans un logement adapté)
- Age des personnes hébergées

Ces indicateurs qualitatifs sont :

- Progression de la professionnalisation de l'accompagnement dans un contexte de plus en plus contraint.
- Poursuite d'un partenariat très opérationnel avec les acteurs de la Plateforme Hébergement Logement / SIAO
- Intégration de l'établissement dans le quartier et le territoire.

La CASA procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions dans le cadre d'un **Comité de suivi** organisé par l'Association qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'Association invitera la CASA à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

6.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'établissement ALC ReSo.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la CASA et ALC, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la CASA mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

➤ L'établissement ALC ReSo devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

ALC s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association ALC remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} juillet au plus tard de l'année n+1.
- Si L'Association ALC est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes au dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par l'Association ALC, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

ALC s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'établissement ALC ReSo mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12: ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association ALC,
Le Directeur Général

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente déléguée à
L'Habitat et au Logement

Eric JOUAN

Marguerite BLAZY

3-2.2 Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

| CHARGES | MONTANT 10 | PRODUITS | MONTANT |
|--|------------|---|---------|
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| 60 – Achats | 26 500 | 70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | |
| Prestations de services | | DDCS DOTATION GLOBALE | 314 273 |
| Achats matières et fournitures | | 74- Subventions d'exploitation¹¹ | 134 000 |
| Autres fournitures | | CUCS | |
| 61 - Services extérieurs | 120 165 | | |
| Locations | | Droit commun : | |
| Entretien et réparation | | Etat : SPIP | 30 000 |
| Assurance | | - JUSTICE | 5 000 |
| Documentation | | Région(s) : | 20 000 |
| 62 - Autres services extérieurs | 9932 | - | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | | Département(s) : | 40 000 |
| Publicité, publication | | - Intercommunalité(s) : EPCI ¹² | |
| Déplacements, missions | | -CASA | 33 000 |
| Services bancaires, autres | | -CAP G | 6 000 |
| 63 - Impôts et taxes | 21434 | Commune(s) : | |
| Impôts et taxes sur rémunération, | | - | |
| Autres impôts et taxes | | Organismes sociaux (détailler) : | |
| 64- Charges de personnel | 255 302 | - CAF | |
| | | Fonds européens | |
| Rémunération des personnels, | | L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés) | |
| Charges sociales, | | Autres établissements publics | |
| Autres charges de personnel | | Autres privées | |
| 65- Autres charges de gestion courante | 38 000 | 75 - Autres produits de gestion courante | |
| 66- Charges financières | | Dont Participation des usagers | 33 060 |
| 67- Charges exceptionnelles | | 77 - Produits exceptionnels | |
| 68- Dotation aux amortissements | 10 000 | 78 - Reprises sur amortissements et provisions | |
| CHARGES INDIRECTES | | | |
| Charges fixes de fonctionnement | | | |
| Frais financiers | | | |
| Autres | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 481 333 | TOTAL DES PRODUITS | 481 333 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³ | | | |
| 86- Emplois des contributions volontaires en nature | | 87 - Contributions volontaires en nature | |
| Secours en nature | | Bénévolat | |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations | | Prestations en nature | |
| Personnel bénévole | | Dons en nature | |
| TOTAL | 481 333 | TOTAL | 481 333 |

par délégation,
Association ALC
Le Directeur général
Eric JOUAN

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_107
Nature : DE - Deliberations
Objet : Convention de participation financière avec l'association ALC RESO
Matière : 7.5 - Subventions

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : SsPH2aO

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_107-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_107
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Convention de participation financière avec l'association ALC RESO
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_107-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_107-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_107-DE-1-1_3.PDF

N